



Le GAMP
Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places
pour personnes handicapées de grande dépendance

Autisme : les parents en colère repartent au combat !

Face à l'inertie des responsables politiques belges en matière de prise en charge de l'autisme, le GAMP repart au combat et organise, dès la rentrée, une série d'actions-chocs

L'inertie du monde politique belge et plus particulièrement francophone face à la problématique de l'autisme est devenue inacceptable. C'est pourquoi le GAMP (groupe d'action citoyen qui dénonce le manque de place pour les personnes handicapées de grande dépendance) et ses associations partenaires se remobilisent. Avec la ferme intention d'aller *au finish* : l'avenir des personnes atteintes d'autisme, et celui de leurs familles, en dépend. Car force est de constater que les politiques actuels ne prennent toujours pas conscience que l'autisme est devenu une question de santé publique.

En nette augmentation, ce handicap touche 1 personne sur 100 en Europe et 1 personne sur 68 aux États-Unis. Voilà plus de 10 ans que les associations tirent sur la sonnette d'alarme. En vain. Pas plus tard que le 2 avril dernier, à l'occasion de la journée internationale de l'autisme, le GAMP et Inforautisme ont organisés une table ronde au Parlement Fédéral. Tous les députés fédéraux étaient invités et ceux qui ont fait le déplacement ont assisté à la présentation des résultats des études KCE et CSS ainsi qu'à celle consacrée à la prise en charge au Canada par des méthodes éducatives comme l'A.B.A qui donne, preuves à l'appui, d'excellents résultats.

De fait, un diagnostic précoce et une prise en charge adaptée parviennent à réduire la gravité du handicap, qu'il s'agisse d'autisme « pur et dur » ou d'autisme « associé » à un autre handicap. Dans certains cas, des enfants réintègrent l'enseignement ordinaire. Les carences éducatives dont notre pays se rend coupable entraînent, à l'âge adulte, des surhandicaps impossibles à gérer par les institutions, ce par manque de places adaptées et de personnel formé. L'enfant devenu adulte peut finir interné en hôpital psychiatrique, ce qui représente un coût pharamineux par rapport aux économies que l'on réalise en faisant appel à des méthodes innovantes. Sans oublier l'intérêt, non seulement économique mais également citoyen, de s'ouvrir à davantage d'inclusion (habitat, enseignement).

La pertinence de ces nouvelles approches est prouvée aux États-Unis et chez nos voisins hollandais qui, surtout, les mettent en pratique ! Qu'attendons-nous ? En Belgique, les parents, qui payent leurs impôts comme tout le monde, sont obligés de récolter eux-mêmes l'argent pour payer les prises en charge adéquates, allant jusqu'à s'endetter. La maman laisse tomber son travail pour se consacrer à l'enfant autiste rejeté tant par l'enseignement ordinaire que par l'enseignement spécialisé qui ne bénéficie d'aucune formation obligatoire leur permettant de les accueillir. Les places adaptées sont rares.

Il s'agit ni plus ni moins d'une rupture de contrat social entre nos responsables politiques et les citoyens-parents. Et d'un déni de démocratie : non seulement la place manque en



Le GAMP
Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places
pour personnes handicapées de grande dépendance

institution pour accueillir les personnes autistes mais, en plus, on refuse aux parents le choix du type d'intervention qui convient et qui, répétons-le, a fait ses preuves ailleurs.

Pour tenter de pallier (en partie) au problème, le GAMP a levé des fonds et co-organisé avec Inforautisme, pour les parents et les professionnels, plusieurs formations A.B.A et P.E.C.S. Ces méthodes qui améliorent les comportements et la communication sont aussi vitales pour une personne autiste que l'enseignement du Braille pour une personne aveugle ou de la langue des signes pour une personne sourde !

Alors, pourquoi l'Etat belge tarde-t-il à instaurer le Plan Autisme recommandé par le KCE ? Parce que les partis préfèrent continuer à noyer le poisson dans des conférences interministérielles stériles et des tables rondes ponctuelles ! Comme le déclare une maman aussi révoltée qu'écoeuvrée : *ne pas mettre en place de plan autisme du tout est plus important que d'en mettre un dont ils ne pourraient revendiquer à eux seuls la paternité !*

Voilà où on en est aujourd'hui et la raison pour laquelle les parents ultra-informés et de plus en plus engagés se regroupent sur les réseaux sociaux et créent des associations d'entraide. Face à ce qu'ils considèrent comme une trahison de la part des élus, les parents et les professionnels ont donc décidé d'organiser de nouvelles actions pour secouer le cocotier politique. Et ce, dès septembre.

L'Etat belge, qui a été condamné par le Comité européen des droits sociaux pour non assistance à personne en situation de handicap, doit également s'attendre à des actions en justice. Quant à la Ligue des droits de l'homme, elle ne reste pas inactive et présentera en janvier 2016 à Genève un rapport reprenant les principales recommandations qui seront faites à la Belgique dans le cadre de l'EPU.

NOUS N'ABANDONNERONS PAS LE COMBAT !

QUE L'ETAT BELGE SE LE TIENNE POUR DIT !